

Extrait du Senemag - le magazine du Sénégal dans le monde

<http://senemag.free.fr>

COMMERCE : 'Les APE empêcheront les Etats africains d'atteindre les OMD'

- Economie -

Date de mise en ligne : samedi 18 avril 2009

JOHANNESBURG, 16 avr (IPS) - Les accords de partenariat économique (APE) jetteront les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) davantage dans la pauvreté et affecteront négativement les moyens d'existence des personnes vivant dans ces pays. Ces accords commerciaux empêcheront les pays africains d'atteindre les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) des Nations Unies.

Plusieurs conférenciers au cours de l'atelier de deux jours sur les **APE** à Johannesburg, en Afrique du Sud, étaient d'accord que les APE feront plus de mal que de bien aux pays **ACP**. Cet atelier a eu lieu début mars et a été organisé par le Réseau pour la justice économique (**EJN**), la branche économique et sociale de la Confrérie des conseils chrétiens en Afrique australe (**FOCCISSA**).

Thomas Deve, un politologue au Programme des Nations Unies pour le développement (**PNUD**) a déclaré à IPS que les APE ont largement un programme anti-développement. "Tous les **OMD** sont négativement affectés par des fondamentaux macroéconomiques qui font la promotion d'une libéralisation et d'une privatisation sans discernement et extérieurement induites, une caractéristique clé des APE que l'Union européenne (UE) est en train d'imposer aux pays ACP," a confié Deve à IPS.

"Les APE sont en train d'être imposés par l'Europe à ses anciens territoires coloniaux au sein des pays ACP. Ces accords assembleront les économies de ces régions dans une zone de libre-échange avec l'Europe et donneront aux grandes entreprises européennes un monopole, qui est en lui-même anti-développement".

Deve croit que l'agriculture et l'industrie seront détruites. Il a estimé que les APE donneront à l'Europe le pouvoir sur les politiques économiques pour gouverner la région ACP et transformeront ses gouvernements en de simples gestionnaires des intérêts et profits des entreprises européennes.

"Cela tuera toutes les ambitions pour l'intégration régionale au sein et à travers l'Afrique et les relations Sud-Sud avec d'autres régions en développement", a ajouté Deve. "Déjà, ils ont divisé toutes les régions de l'Afrique. En Afrique de l'ouest, par exemple, le Ghana et la Côte d'Ivoire ont rompu les rangs et ont mis en danger l'unité régionale en acceptant sans hésitation les APE provisoires avec l'Europe".

"Nous devons lutter pour renverser cela, et éviter notre plus long voyage sur cette voie à sens unique vers la catastrophe".

Deve a indiqué que la libéralisation du secteur de la pêche conduira à la perte des moyens d'existence des pêcheurs tandis que la libéralisation des échanges commerciaux a des implications pour les petits commerçants dans le secteur informel. La baisse des recettes gouvernementales, du fait de la perte des frais de douane, affectera les dépenses du secteur social sur les services essentiels tels que la fourniture d'eau, la santé et l'éducation.

Il a ajouté qu'il y aura également une sortie massive des ressources financières, ce qui conduira à la détérioration plus approfondie de l'investissement local dont les pays ACP ont tant besoin.

Percy Makombe, directeur de programme au EJN basé au Cap, a indiqué à IPS : "Nous disons non aux APE. Nous avons l'expérience des programmes d'ajustement structurel institués depuis les années 1980 et nous connaissons les ravages qu'ils ont causés dans nos pays."

"Ils ont provoqué une recrudescence du dumping des produits européens, entraînant la fermeture de nombre d'industries et se soldant par des pertes d'emploi, des crimes ainsi que d'autres vices anti-sociaux".

Makombe a affirmé que si tous les APE devraient être signés sous les paramètres existants, ils conduiraient à plus de perte des protections sociales dans les pays ACP. Il a cité la clause des APE provisoires traitant du secteur des services que l'UE veut qu'il s'ouvre jusqu'au commerce.

"L'industrie des services ne devrait être jamais ouverte. Nous connaissons les effets de l'utilisation des services de l'usager à des fins lucratives. Si cela se produit, les gouvernements chercheront évidemment à abroger leur responsabilité de fournir des services au public, nous laissant à la merci du secteur privé. Les soins de santé seront seulement pour ceux ayant de l'argent", a déclaré Makombe à l'IPS.

"Il y a un besoin de développer nos marchés locaux d'abord. C'est seulement lorsqu'ils sont forts que nous pouvons avoir de solides progrès et ouvrir les marchés", a-t-il affirmé.

Il y a plusieurs exemples dans la région de la Communauté de développement d'Afrique australe (**SADC**) indiquant les dangers de l'ouverture des marchés locaux sans considérer les implications de la libéralisation. Au Zimbabwe, une grande société textile, Contextile, a fermé dans les années 1990 et a laissé des milliers de travailleurs au chômage.

En 2007, la société textile malaisienne, Ramatex, a brusquement fermé en Namibie après qu'elle n'a pas été satisfaite de sa marge bénéficiaire. Elle a laissé à sa suite 6.000 employés au chômage et des dégâts environnementaux indescriptibles.

Rangarirai Machemedze, directeur adjoint de l'Institut des négociations sur les informations commerciales de l'Afrique australe et orientale (**SEATINI**) basé à Harare, a dit que les APE ont une dimension de croissance douteuse.

Il a décrié l'utilisation de la tactique de la canonnière de l'UE qui essaie de contraindre les pays africains à signer les APE. *"Ils lient les échanges commerciaux et le développement et promettent aux pays africains l'aide au développement basée sur le progrès avec les APE",* a déclaré Machemedze aux participants à l'atelier.

Il a donné l'exemple du négociateur des APE du Zimbabwe, Tedious Chifamba, à qui il a été rappelé au cours des négociations sur les APE que si son pays veut des fonds pour terminer la construction d'un barrage, il doit s'assurer qu'un APE provisoire a été signé.

Le président du Malawi, Bingu Wa Mutharika, dont le pays n'a pas signé un APE provisoire, a une fois demandé : *"Si les APE sont bons, pourquoi nous force-t-on à signer ?"*

Le Malawi dit qu'il a besoin de développer sa capacité industrielle avant de signer. Selon une étude du cas des APE faite par Francis Ngambi, un chercheur indépendant, ce pays aura besoin de huit milliards de dollars pour atteindre une capacité désirable.

Makombe considère les APE comme *"l'OMC plus"* en nature parce qu'ils tentent de ramener les questions que l'Union européenne essayait d'imposer mais qui ont été rejetées à la rencontre de l'Organisation mondiale du commerce (**OMC**) au Singapour.

"Ils essaient simplement de ramener par la porte de derrière les questions qui ont été rejetées au Cycle de Doha de l'OMC", a affirmé Makombe à IPS.

"Le Cycle de Doha porte sur les échanges commerciaux avec le développement et rien d'autre, mais l'UE cherche à vaquer à cela avec les APE. Le fait que les négociations se font entre l'UE et chacun des pays dans une abrogation d'échanges commerciaux régionaux et une réelle menace à l'intégration régionale".

Avec les négociations au point mort à l'OMC, cela signifie que plus de pression est mise sur des négociations bilatérales comme les APE.

Liepollo Lebohang Pheko, directeur de politique et de plaidoyer du Collectif pour les échanges commerciaux basé à Johannesburg Quatre fleuves - a aussi participé à cette conférence et a donné une analyse sexuée des APE. Les APE "seront une attaque dévastatrice contre la santé de la femme. Ils ne vont pas nous aider d'une manière quelconque. Ils sont néfastes, mauvais et doivent être arrêtés", a déclaré Pheko à IPS.

Stanley Kwenda

lire l'article sur le site ipsinternational.org : [**COMMERCE : "Les APE empêcheront les Etats africains d'atteindre les OMD"**](#)

au sujet des OMD (Objectifs du Millénaire pour le Développement) lire sur le site www.cetri.be : [**Objectifs du millénaire pour le développement : outils de développement ou cheval de Troie des politiques néolibérales ?**](#) et sur www.109ausud.be (vidéo) : [**Les OMD... en une minute, par Bernard Duterme**](#)
